



CENTRE DE RECHERCHE SUR L'ANTI-CORRUPTION

Stratégie 2027-2030

EST DU CONGO

2027-2030

Une reconstruction intégrée de l'Est du Congo
après le conflit

Centre de Recherche sur l'Anti-Corruption (CERC)

Sommaire

En bref	03	Nos principes	06
Pourquoi une nouvelle stratégie	04	Par étapes, là où l'État revient	06
Une administration intègre qui revient	04	Ce que nous mesurerons	06
Des écoles reconstruites et rendues aux enfants	04	Ce que le CERC apporte	06
Des centres de santé qui fonctionnent, partout	05	Sources	08
Une reconstruction redevable qui consolide la paix	05		

En bref

Pour que la paix tienne à l'Est du Congo, la reconstruction doit être intégrée : des agents de l'État honnêtes qui reviennent, des écoles et des centres de santé rendus à la population, et un argent public qui arrive là où il doit arriver.

1 768

écoles fermées au Sud-Kivu à cause des combats : plus de 688 000 élèves privés d'école. (OCHA, cité en février 2026)

Majorité

des zones de santé de la province en rupture de médicaments, de vaccins ou d'intrants nutritionnels. (MSF, 2026)

104

écoles occupées par des personnes déplacées, et 536 salles de classe détruites dans 66 écoles. (Ministère de l'Éducation, mars 2025)



Pourquoi une nouvelle stratégie

Le Gouvernement a lancé la restauration de l'autorité de l'État au Sud-Kivu, avec Uvira comme ville pilote. Le 21 septembre 2026, le vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur a ouvert à Uvira un atelier communautaire de trois jours sur le retour de l'État dans la province. Le retour de l'administration et la reconstruction commencent. C'est maintenant que tout se joue.

Après une guerre, beaucoup d'argent arrive vite, alors que les contrôles sont faibles. Si des postes sont achetés, si des écoles financées ne sont jamais construites, si des médicaments sont détournés, la population perd confiance dans l'État. Cette colère nourrit à nouveau les groupes armés.

Dans les écoles occupées par des familles déplacées, les enfants ne peuvent pas reprendre les cours, et les familles n'ont nulle part où aller. Dans les zones sous contrôle des groupes rebelles, ni le Gouvernement ni la plupart des partenaires ne peuvent financer les centres de santé : ils manquent de tout, et ce sont les citoyens qui souffrent.

Si les personnes qui reviennent servir l'État sont intègres, si les citoyens – élèves, parents, malades, déplacés – peuvent suivre et signaler ce qui se passe, et si chaque dollar de la reconstruction est public et vérifié, alors les services reviennent, la confiance revient, et la paix tient.

– Notre conviction



QUATRE AXES DE TRAVAIL · 1

Une administration intègre qui revient



Que les agents qui reviennent servir l'État soient choisis pour leur intégrité et rendent des comptes à la population.

CE QUE NOUS FERONS

- Proposer au Gouvernement et à la province des critères d'intégrité pour le redéploiement des agents : antécédents vérifiés, déclaration de patrimoine, code de conduite signé.
- Former les agents qui reviennent à l'intégrité et au service public, avec notre cours de leadership intègre.
- Permettre aux citoyens de noter l'accueil et le service dans les bureaux publics avec GovCheck, et publier les résultats.

OUTILS

GovCheck · cours de leadership intègre

QUATRE AXES DE TRAVAIL · 2

Des écoles reconstruites et rendues aux enfants



Que chaque école financée soit vraiment reconstruite, et que les enfants y retournent.

CE QUE NOUS FERONS

- Suivre la reconstruction des écoles avec les élèves, les parents et les enseignants grâce à EduCheck : le budget, l'entrepreneur, les délais et la qualité des travaux.

Des écoles reconstruites et rendues aux enfants (suite)

- Plaider, avec les autorités et les acteurs humanitaires, pour que les familles déplacées soient relogées dans la dignité avant la réouverture des écoles qu'elles occupent.
- Relancer les Clubs d'Intégrité dans les écoles rouvertes, à commencer par Uvira, où sont nés nos premiers clubs en 2017.

OUTILS

EduCheck · Clubs d'Intégrité

QUATRE AXES DE TRAVAIL · 3

Des centres de santé qui fonctionnent, partout

Que les centres de santé reçoivent ce qui leur revient, y compris là où l'État ne peut pas aller.

CE QUE NOUS FERONS

- Permettre aux citoyens de signaler, avec HealthCheck et de manière anonyme, ce qui manque dans leur centre de santé : médicaments, personnel, eau, électricité.
- Transmettre ces besoins vérifiés aux acteurs humanitaires et aux bailleurs, pour orienter l'aide vers les centres qui manquent de tout, y compris dans les zones sous contrôle rebelle.
- Suivre les médicaments et le matériel livrés, du fournisseur au centre de santé, pour qu'ils ne soient ni détournés ni taxés en chemin.



OUTILS

HealthCheck

QUATRE AXES DE TRAVAIL · 4

Une reconstruction redevable qui consolide la paix



Que chaque dollar de la reconstruction, financée par le Gouvernement ou par ses partenaires, soit public et vérifié.

CE QUE NOUS FERONS

- Demander la publication des budgets, des marchés et des paiements de la reconstruction, et les suivre projet par projet.
- Étendre à l'Est notre système d'alerte sociale contre la corruption, avec des points focaux formés et protégés.
- Faire entendre les personnes déplacées, les femmes, les jeunes et les personnes handicapées dans les comités locaux de reconstruction, et porter leurs propositions aux ateliers du Gouvernement.

OUTILS

Système d'alerte sociale · UNCAC Tracker

Nos principes



Ne pas nuire. Nous analysons chaque action pour qu'elle n'aggrave aucune tension entre communautés.

Protéger. Les signalements peuvent être anonymes ; nous ne publions aucune donnée qui pourrait exposer une personne.

Inclure. Les déplacés, les femmes, les jeunes et les personnes handicapées décident avec nous.

Travailler avec l'État. Nous appuyons les institutions sans prendre leur place, et nous restons indépendants et impartiaux.

Par étapes, là où l'État revient



2027

Uvira, ville pilote. Premiers suivis des agents, des écoles et des centres de santé, et mesure de la situation de départ, avec la province et les communautés.

2028-2029

Le Sud-Kivu. Fizi et les autres territoires où l'administration revient, en tirant les leçons d'Uvira.

2030

Le Nord-Kivu. Beni, prochaine ville pilote annoncée par le Gouvernement, puis les autres zones qui se rouvrent.

Ce que nous mesurerons



- Part des agents redéployés qui ont signé un code de conduite et déposé une déclaration de patrimoine.
- Écoles reconstruites comme prévu (budget, délais, qualité), et élèves de retour en classe.
- Centres de santé suivis, besoins signalés et besoins couverts.
- Signalements de corruption reçus, transmis et traités.
- Budgets et marchés de la reconstruction rendus publics.

Nos cibles chiffrées seront fixées en 2027 avec nos partenaires, après la mesure de la situation de départ à Uvira.

Ce que le CERC apporte



- **Nos racines à l'Est** : nos premiers Clubs d'Intégrité sont nés en 2017 dans 20 écoles d'Uvira ; avec DevelopmentCheck, des élèves ont suivi 55 écoles.

Ce que le CERC apporte (suite)

- **204 Clubs d'Intégrité** au Sud-Kivu et à Kinshasa, et des élèves formés au suivi des services publics.
- **Un système d'alerte sociale** qui a déjà fonctionné avec trois parquets de Kinshasa en 2024.
- **Quatre applications de suivi citoyen** : EduCheck, HealthCheck, GovCheck et UNCAC Tracker.
- **Un statut consultatif spécial** auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) depuis 2021.

Depuis la prise de Bukavu en février 2025, le CERC a fermé son bureau de Bukavu et travaille à distance : nos applications permettent de continuer à suivre les services publics là où notre équipe ne peut pas aller.

CONSTRUISONS UNE PAIX INTÈGRE, ENSEMBLE

Autorités, bailleurs, acteurs humanitaires et organisations de la société civile : rejoignez-nous pour que la reconstruction de l'Est soit au service de la population.

Sources

- Atelier sur la restauration de l'autorité de l'État au Sud-Kivu, ouvert par le VPM Shabani (sudkivu.cd, septembre 2026) – <https://sudkivu.cd/actualite-vpm-shabani-ouvre-atelier-restauration-autorite-etat-sud-kivu-sept-2026>
- Kinshasa prépare la restauration de l'État à Uvira et Beni (Congo Quotidien, 12 septembre 2026) – <https://www.congoquotidien.com/2026/09/12/restauration-autorite-etat-uvira-beni/>
- Sud-Kivu : la guerre vole l'avenir de 688 000 élèves (Congo Quotidien, 20 février 2026, d'après OCHA) – <https://www.congoquotidien.com/2026/02/20/impact-conflits-education-sud-kivu-ocha/>
- Situation de l'éducation dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu (Ministère de l'Éducation) – <https://edu-nc.gouv.cd/communiqués/situation-de-leducation-dans-les-provinces-du-nord-kivu-et-du-sud-kivu>
- Minova et le Sud-Kivu au bord de la rupture sanitaire (MSF) – <https://www.msf.ch/nos-actualites/communiqués-presse/rdc-minova-sud-kivu-au-bord-rupture-sanitaire-msf-appelle>



CENTRE DE RECHERCHE SUR L'ANTI-CORRUPTION

f [cerccongo](#)

X [cerccongo](#)

in [cerccongo](#)

📷 [cerccongo](#)

www.cerc.cd

32, Avenue CPA, Quartier CPA Mushi, Commune de Mont-Ngafula, Kinshasa, RDC

info@cerc.cd · +243 977 757 227

Le CERC est une organisation non gouvernementale (ONG) enregistrée (numéro d'enregistrement : F.92/42579) dotée de la personnalité juridique par le Ministère de la Justice : JUST/SG/20/21311/2021.

Le CERC dispose du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC).

